

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

COURS PRIVE EXCELIA MALI

EXAMEN :

BACCALAUREAT BLANC GENERAL

Session de Juin 2026

Spécialité : **T.S.ECO**Epreuve de : **ECONOMIE**Coef.: **04**Durée : **4 Heures** Date : **13 juin**

Le (I) l'Analyse de document est obligatoire et commun aux deux sujets

NB : Le candidat traitera l'un des deux sujets au choix**I. Analyse de document : (05 points)****Taux de croissance annuel moyen de la population (%)**

	Pays développés	Pays moins développés	Pays les plus pauvres
1950-1955	1,21	2,05	1,89
1970-1975	0,79	2,37	2,46
1990-1995	0,40	1,77	2,58
2010-2015	0,13	1,32	2,28
2030-2035	-0,18	0,84	1,56

Source Nations Unies 1998a

1°) Interprète les chiffres en gras soulignés **(1,5 pt)**2°) Calcule le TAAM de la population des pays développés et moins développés sur la période **(3,0 pt)**3°) Dis comment évolue la population sur la période dans chacun de ces trois pays **(0,5 pt)****II. Dissertation : (15 points)****Sujet N°1 :** L'investissement permet d'accroître le stock de capital et il est un des moyens essentiels pour générer une hausse de la productivité.

A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles tu feras ressortir dans un premier temps le lien entre le profit et l'investissement et dans un deuxième temps que l'investissement à son tour favorise la croissance économique.

Document 1 : L'investissement et la croissance

La croissance dépend doublement de l'investissement. En effet, l'investissement est, au côté de la consommation, une des composantes importantes de la demande. Une diminution de l'investissement se traduit, toutes choses égales par ailleurs, par un ralentissement de la croissance, comme l'illustre l'actuel épisode conjoncturel. Mais il joue aussi un rôle déterminant pour modeler la capacité productive d'une économie. Du niveau et de la composition de l'investissement dépendent fortement les capacités productives de l'économie, lesquelles conditionnent largement la prospérité des pays développés.

L'investissement des entreprises, clé d'une croissance durable. Rapport d'information n° 35 (2002-2003), déposé le 29 octobre 2002

Document 2 Un réel retard dans une perspective internationale

Après avoir examiné le profil de l'investissement productif par rapport à sa tendance historique, il convient de le replacer dans son contexte international. L'expérience française - et européenne - s'oppose ici nettement à l'expérience américaine ; l'investissement est resté peu dynamique en Europe, alors qu'il a fortement progressé outre-Atlantique. Outre une analyse en termes de niveau, il faudra s'intéresser également à la nature des dépenses d'investissement effectuées. L'investissement des entreprises françaises, rapporté au PIB, est demeuré, depuis 1995, à un niveau faible (moins de 12 %), inférieur à celui de nos principaux partenaires.

L'investissement des entreprises, clé d'une croissance durable. Rapport d'information n° 35 (2002-2003), déposé le 29 octobre 2002.

Document 3 : Investissement des secteurs institutionnels en valeur (en%)

	2020(en milliards d'euros)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Entreprises non financières	296,7	1,1	0,6	1,9	3,1	3,6	5,9	5,3	4,1
Entreprises financières	22,7	16,2	-18,7	20,0	8,5	8,5	12,9	0,7	15,2
Administrations publiques	86,1	3,6	-0,3	-5,5	-0,6	0,3	1,8	5,1	10,8
Ménages (hors) entreprises individuelles	118,4	-0,7	-0,5	-0,7	-1,1	3,1	8,0	3,8	5,1
ISBLSM	5,0	1,5	3,4	2,7	2,2	2,4	2,4	2,0	2,3
Ensemble	528,8	1,6	-0,5	0,5	0,8	3,1	3,1	4,7	5,8

Lecture : l'investissement en valeur des entreprises non financières a augmenté de 3,1 % en 2015. Champ : France.

Document 4 : Comment expliquer le récent ralentissement de l'investissement des entreprises?

Des études ont été réalisées sur la faiblesse de l'investissement des entreprises dans les économies avancées après la crise. Certains chercheurs (par exemple, Barkbu et autres, 2015; Lewis et autres, 2014; Bussière, Ferrara et Milovich, 2015) ont trouvé des indications montrant que l'incertitude explique une grande partie de cette atonie. Par contre, selon des économistes du Fonds monétaire international (FMI, 2015), la timidité de la demande globale suffit à expliquer le comportement de l'investissement. Leboeuf et Fay (2016) concluent, sur la base d'une analyse limitée à un petit nombre d'économies avancées, que le principal facteur à l'origine de la faiblesse de l'investissement observée après la crise est le pessimisme des entreprises à l'égard de l'évolution future de la demande étrangère. L'incertitude accrue, le resserrement des conditions du crédit et les faibles bénéfices des entreprises apparaissent également comme des pistes d'explication.

Comment expliquer l'atonie de l'investissement des entreprises à l'échelle mondiale? Éléments de réponse tirés des économies avancées. Revue de la Banque du Canada • Printemps 2017

Document 5 : Une préoccupation de toutes les économies avancées

La préoccupation sur le retard d'investissement n'est ni nouvelle, ni propre à la France. Sur la longue durée, le taux d'investissement des économies avancées décroît tendanciellement ; mais la montée des pays émergents permet symétriquement de maintenir le taux d'investissement mondial

Mais c'est bien sûr depuis la « Grande Récession » de 2008-2009 que le problème s'est amplifié. Partout, l'investissement a fortement chuté ; dans beaucoup de pays, il n'a pas encore retrouvé son point haut d'alors. La baisse du taux d'investissement a conduit à un déficit d'investissement accumulé pendant les années 2009-2012 qui n'a pas été comblé.

Le financement de l'investissement des entreprises. François Villeroy de Galhau Septembre 2015

Document 6 Taux de croissance annuel moyen de la productivité globale des facteurs (en %)

Période	France	Zone Euro	Allemagne	Italie	Espagne	Royaume Uni	EtatsUnis	Japon
1890-2012	1,75	0,82	1,54	1,68	1,43	1,04	0,58	1,55
1890-1913	1,34	0,43	1,72	1,15	0,62	0,52	0,71	0,48
1913-1950	1,18	0,41	0,62	1,13	0,15	0,93	0,48	0,74
1950-1975	3,55	1,68	3,23	3,99	4,02	1,28	0,61	4,02
1975-1995	1,69	1,00	1,55	1,56	2,37	1,55	0,37	1,67
1995-2007	1,10	0,50	0,84	0,28	-0,65	1,55	0,71	0,81
2007-2012	-0,29	0,62	-0,24	-0,92	0,62	-0,99	0,55	0,37

Source : G. Cette, « Croissance de la productivité : Quelles perspectives pour la France » : op.cit.

Sujet N°2 : Pendant longtemps le PIB fut un indicateur ayant permis le classement des pays dans le monde mais par la suite il montra ses limites.

A l'aide des documents et de tes connaissances personnelles tu recenseras ses faiblesses et ensuite tu évoqueras les forces du nouvel indicateur en vigueur de nos jours

Document 1 : Le poids de chaque composante de la demande dans le PIB (France)

Les agrégats	2015	
	En milliards d'euros	En %
PIB	2151,1	100
CF	1723,4	79
FBCF	469,2	21,5
Variation des stocks	18,0	
Exportations	651,9	29,9
Importations	685,0	-31,4
Solde extérieur	33,1	1,5
(Exp – Imp) de biens et de services		

* Sans « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs = 0,6 milliard

Source : INSEE 2015

Document 2 : Le PIB n'est pas une mesure exacte de l'activité économique

Certaines activités économiques créent des dommages non intégrés dans le calcul du PIB. Par exemple, les émissions de carbone ont un coût pour les générations futures : elles modifient l'équilibre climatique, elles dégradent l'environnement.

Comment évaluer ces dommages ? Que devront supporter les générations futures des conséquences des activités de production des entreprises d'aujourd'hui ?

Xavier Timbeau aborde « la question de Copenhague » qui pose l'arbitrage entre les urgences présentes et les inquiétudes futures : il faut s'occuper des générations futures mais beaucoup meurent de faim aujourd'hui.

Selon Xavier Timbeau, si nous sommes capables de donner une valeur à la dégradation de l'environnement, nous pourrions alors modifier les comportements de consommation et peut-être développer l'esprit de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

La finance pour tous. Xavier Timbeau Le PIB n'est pas une mesure exacte de l'activité économique 2012. Mise à jour le 25 janvier 2022

Document 3 : Pays du « Nord » et pays du « Sud » : une fracture mondiale des inégalités

L'**IDH** permet notamment de mieux comprendre la fracture existant depuis une cinquantaine d'années entre pays développés et en développement. Cette fracture s'opère entre les pays développés dits du « Nord » et ceux en développement dits du « Sud ». Cette appellation permet de simplifier et mieux représenter les inégalités qui se manifestent entre les pays du « Nord » (l'Europe, l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), la Russie, le Japon, l'Australie) et les pays du « Sud » (l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Inde et la Chine)

IDH : qu'est-ce que l'Indice de développement humain ? Publié le 22/11/2018 à 18h33 - Mis à jour le 25/11/2020

Document 4 IDH et composants pour les régions 2012

Régions	IDH	Espérance de vie à la naissance (année)	Durée moyenne de scolarisation (année)	Durée attendue de scolarisation (année)	Revenu national brut par habitant (PPA en \$ en 2005)
Afrique subsaharienne	0,475	54,9	4,7	9,3	2010
Amérique et Caraïbes	0,741	74,7	7,8	13,7	10300
Asie de l'Est et Pacifique	0,683	72,7	7,2	11,8	6874
Asie du Sud	0,558	66,2	4,7	10,2	3343
Etats arabes	0,652	71,0	6,0	10,6	8317
Europe et Asie centrale	0,771	71,5	10,4	13,7	12243

Source : Calculs du BRDH

Document 5 : Les limites de l'IDH

Malgré ses nombreuses qualités, certains scientifiques et spécialistes remettent en question l'idée que l'**IDH** serait un indicateur fiable du niveau de développement des pays, et plus particulièrement du développement des pays les plus faibles. Entre autres, la commission Stiglitz du 2 juin 2009 pointe des faiblesses : « ces mesures ignorent la corrélation significative entre les différents aspects de la qualité de vie parmi les gens, et ne disent rien sur la distribution des conditions individuelles dans chaque pays ». Autrement dit, l'**IDH** ferait l'erreur de mettre sur un même pied d'égalité l'enrichissement d'un Etat et l'espérance de vie de ses citoyens, qui sont pourtant deux facteurs bien différents.

Pour de nombreux sociologues et économistes (dont Amartya Sen), l'**IDH** ne sera réellement abouti qu'à partir du moment où seront inscrites dans l'indice de développement humain les libertés publiques et individuelles des citoyens. Ce dernier critère semble être un préalable essentiel à l'amélioration des politiques de développement.

IDH : qu'est-ce que l'Indice de développement humain ? Publié le 22/11/2018 à 18h33 - Mis à jour le 25/11/2020

Document 6 : Satisfaction de vivre globale et satisfaction vis-à-vis de l'éducation et des soins de santé

Régions	Satisfaction de vivre globale, 2007-2011 (0, satisfaction minimale, 10, satisfaction maximale)	Satisfaction vis-à-vis des soins de santé, 2007-2009 (réponses « oui » en %)	Satisfaction vis-à-vis des soins de la qualité de l'éducation, en 2011 (réponses « oui » en %)
Afrique subsaharienne	4,4	50,1	52,0
Amérique et Caraïbes	6,5	56,7	61,4
Asie de l'Est et Pacifique	5,1	79,5	68,2
Asie du Sud	4,7	64,8	73,3
Etats arabes	5,3	44,8	51,8
Europe et Asie centrale	4,8	50,1	52,0

Monde	5,3	54,3	50,0
-------	-----	------	------

Source : Khaneman et Krueger 2006, Stiglitz ; Sen et Fitoussi 2009 ; Dolan, Layard et Metcalfe 2011 ;Stewart 2013

EXCELIA MALI/ EXCELIA BKO / Centres de SABALIBOUGOU ET SBKORO